

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

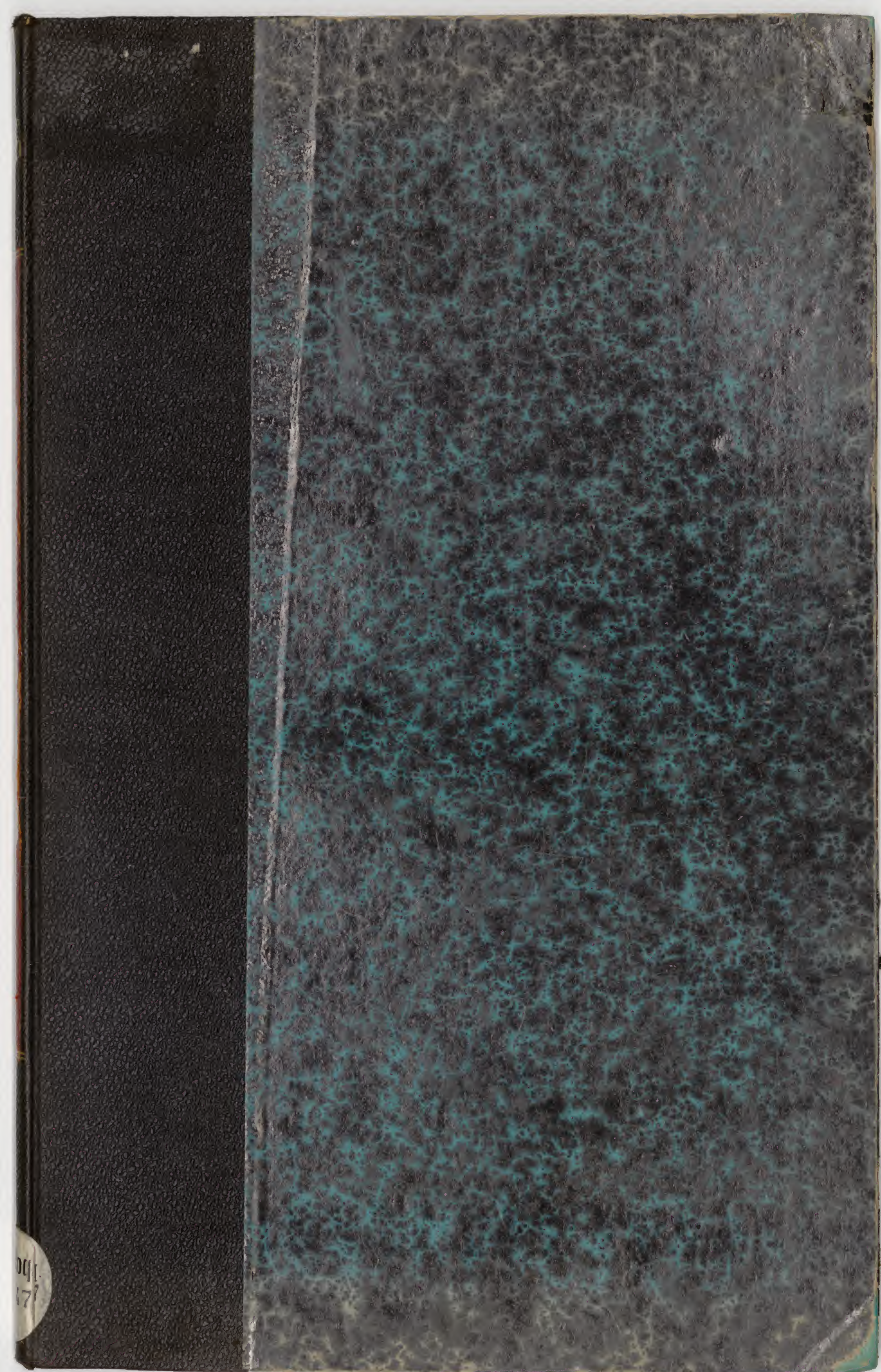
366

367

</







001.  
177



3.589

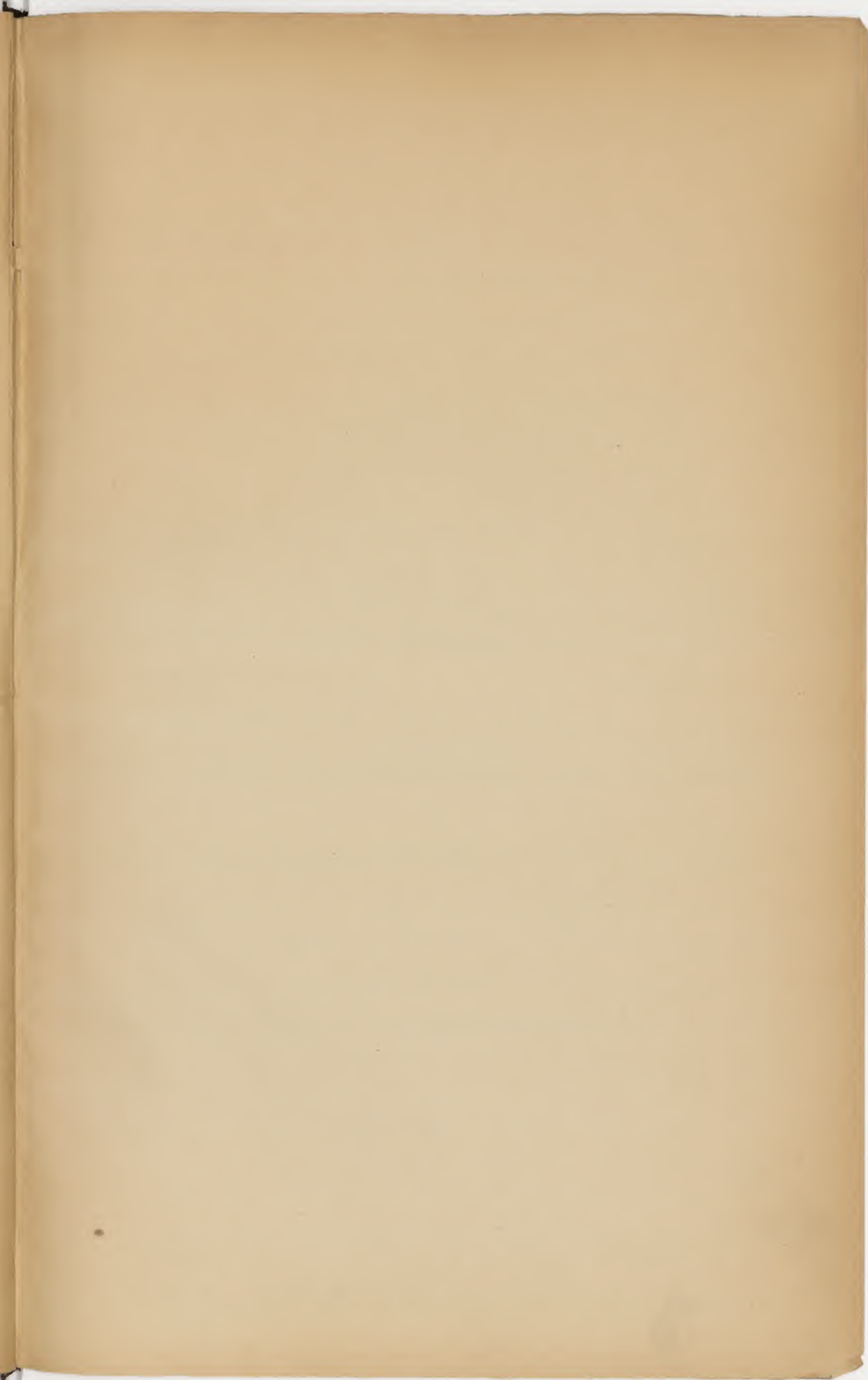


So La Roq. 1547.















*Memo adeo ferus est, ut non mitescere possit,  
Si modo cultura patientem commode laurum.*

*Horace. Li. I. Ep. I.*

*Il n'est personne dont les mœurs ne puissent  
être adoucies, quelque atroces qu'elles soient;  
mais il faut qu'il veuille prêter à l'instruction  
une oreille attentive.*



*année 1774.*

---

1855

1855

1855

1855

1855

1855



1855

1855



# Mémoire

Sur la nécessité de l'instruction  
publique ; sur les principaux objets  
qu'elle doit se proposer ; sur les conditions  
qui doivent se réunir pour qu'elle puisse  
remplir ces objets

DANS l'état d'ignorance les hommes ne sont  
point encore véritablement hommes ; ils n'ont qu'une  
simple aptitude à le devenir ; aussi cet état ne permet-il  
ni de former un véritable corps politique , ni d'instituer  
un parfait Gouvernement.

L'instruction publique , seul et unique moyen  
de dissiper les ténèbres de l'ignorance , doit avoir pour objet  
d'attacher les hommes à leurs devoirs réciproques de citoyen ,  
en les éclairant sur la nécessité de ces devoirs pour les vrais  
intérêts de leurs peuples , et sur-tout en bannissant d'entre eux  
les fausses opinions qui exagèrent l'amour-propre.

Pour obtenir de l'instruction publique ces  
heureux effets , il ne suffit pas d'établir un grand nombre  
d'écoles publiques et gratuites ; il faut encore que toutes





2  
les branches du Gouvernement concourent, par leurs Sages  
à répandre la lumière, et que le Corps politique ait pris de  
justes mesures pour contraindre les membres à profiter de  
cette instruction, sans cependant user de violence, ni offenser  
leur liberté.

Telles Sont les trois propositions que je vais tâcher  
de développer en peu de mots dans ce mémoire. Je me  
garderai bien de couvrir de fleurs des vérités si intéressantes  
par elles-mêmes; loin d'y gagner, elles y perdroient à parer  
de leur beauté naturelle, elles n'ont besoin que d'être présentées  
avec clarté, avec simplicité.

## Nécessité de l'instruction publique.

La nécessité dont il est en général que les hommes  
soient instruits, ne sera jamais un problème aux yeux  
de quiconque fera quelque attention à la nature de l'homme  
et à l'essence d'un corps politique. L'homme a de moins  
que les brutes, l'instinct propre à chacune de leurs espèces;  
mais il a de plus qu'elles, une intelligence qui lui permet  
de saisir les liaisons des effets avec leurs causes; de s'élever  
à la connoissance des vérités les plus abstraites et les plus  
sublimes; d'appercevoir un ordre général et immuable,  
ainsi que la nécessité qu'il est lui-même de s'y conformer  
pour son bonheur. En la qualité d'être intelligent,





La destination est de se trouver éclairé dans toutes ses actions par le flambeau de la raison. Mais la raison, qui n'est autre chose qu'un discernement exact de nos vrais intérêts, qu'une connaissance claire et distincte des vérités destinées à devenir les règles invariables de notre conduite; la raison, dis-je, n'est point pour l'homme un don gratuit de la nature. Cette science des choses, de la chaîne qui les lie, de l'ordre éternel qui les gouverne, loin d'être innée en nous, ne s'acquiert que par l'expérience, l'attention, la réflexion, par toutes les autres opérations dont notre intelligence nous rend capables. Quelle est donc la condition de ceux qui n'ont point encore acquis cette lumière? Privés de la raison, privés de l'instinct des brutes, leur aveuglement les place au-dessous des brutes, les rend plus malheureux qu'elles, plus difficiles à conduire et plus orageux: en effet n'étant point des brutes, ils ne peuvent être conduits comme des brutes, et n'étant point des hommes, ils ne peuvent être gouvernés comme des hommes.

L'ignorance, source intarissable d'erreurs, doit être regardée comme l'enfance de l'homme: toujours en proie à l'illusion et à la séduction; toujours égaré ou prêt à l'être par les vains fantômes de l'imagination, son état est un état de délire habituel; et l'ignorance ne diffère point de la folie, quand on les considère l'une et l'autre dans les funestes effets qu'elles produisent nationalement. Cet homme enfant, cet aveugle, est cependant d'autant plus dangereux, que joignant à son délire la force d'un homme fait, d'un homme éclairé, cet ensemble perfide le rend tout-à-la-fois et très propre à faire le mal, et peu propre à faire le bien.



4  
Quand je dis que l'ignorance et la folie se ressemblent  
parfaitement dans leurs effets, cette façon de parler n'a rien  
d'exagéré: pour nous en convaincre, achevons d'examiner la nature  
de l'homme; considérons les diverses passions dont il est susceptible  
l'espèce de subordination qu'elles gardent constamment entre elles  
les influences que son intelligence a sur ces passions.

Le propre de tout être sensible est de fuir la douleur  
de rechercher le plaisir: l'appétit du plaisir et l'aversion de la  
douleur, voilà les deux mobiles de toutes ses actions. Comme  
êtres sensibles, nous sommes donc destinés par la nature  
à agir jamais que pour nos intérêts personnels bien ou mal  
entendus. Mais en même temps que nous sommes des êtres  
sensibles, nous sommes encore des êtres intelligents, et c'est  
par les yeux de notre intelligence que nous jugeons de nos  
intérêts. Ainsi quand nous disons que l'homme agit toujours  
pour ses intérêts personnels, il faut entendre qu'il est en ce  
toujours déterminé par les opinions vraies ou fausses qu'il  
s'en est formées. Aussi ces opinions, selon qu'elles se trouvent  
être ou des vérités ou des erreurs, sont-elles les sources primitives  
de toutes les vertus morales, comme de tous les désordres moraux  
et politiques; aussi les différences prodigieuses que nous remarquons  
souvent entre le caractère moral d'un homme et celui d'un  
autre homme, ont-elles pour premières causes les différences  
qui se trouvent entre ces opinions: Développons ces dernières  
vérités.

Nous avons deux sortes de passions très distinctes, et  
j'ose le dire, ne se ressemblent en rien, celles des sens et celle  
de l'amour-propre. J'appelle amour-propre une sensibilité  
naturelle à ce qui nous honore ou nous avilit, sensibilité qui



5  
N<sup>o</sup>. Sous peu qu'on veuille mûditer, fait naître en nous l'amour de la gloire, la crainte de  
les effets de l'amour-propre, on se l'humiliation, tous les autres sentimens qui tiennent de ces  
vainement, facilement que nous deux premiers, en un mot un besoin très réel, très puissant  
différent de nos sens, quoiqu'il de l'estime de soi-même et de celle d'autrui. (1)  
est besoin de nos sens, qui ne sont  
ne passifs, que ce principe actif  
et créateur des règles d'après lesquelles  
se juge; qu'il est lui-même la  
source de ces principes et des  
saisies; qu'il constitue par conséquent  
un être libre, un être dont le  
malheur ne dépendent  
de lui, que de l'usage qu'il  
il des facultés.

Les passions des sens ne sont que des appétits  
passagers, que des besoins momentanés et bornés à tous égards:  
une fois satisfaits, ils s'apaisent et cessent de nous  
tourmenter. Il est même en général tant de moyens divers  
de satisfaire ces besoins, que seuls et par eux-mêmes ils  
ne forment point de véritables passions: ils n'en prennent  
le caractère violent et impétueux, qu'autant qu'ils l'empruntent  
de l'amour-propre, lorsque ce dernier vient unir ses intérêts  
à ceux des sens. En effet c'est pour l'amour propre, et non  
pour les sens, qu'ont été imaginés ces repas somptueux et  
homicides, ces vastes et superbes palais, ces vêtements qui  
étalent la pompe et la magnificence, tous les autres moyens  
fastueux de pourvoir à nos besoins physiques, et qui les  
accroissent tellement, que ces besoins se trouvent absolument  
dénaturés par les écarts de nos folles imaginations.

Il n'en est pas ainsi de l'amour-propre: c'est un  
feu dévorant qui jamais ne s'éteint, qui toujours est en  
action. Ses états ne connoissent point de bornes: l'accomplissement  
de ses desirs, loin de les calmer, n'est pour lui qu'un  
acheminement à des desirs nouveaux; l'irritant ainsi  
par ses succès, et sans cesse passant de projets en  
projets, l'univers entier semble n'avoir rien qui puisse le  
satisfaire.

Personne n'ignore le degré d'enthousiasme dont les  
passions de l'amour-propre sont susceptibles. Telle est



6  
Souvent la chaleur de cet enthousiasme, que dans son ivresse  
il nous porte à faire sans répugnance le sacrifice  
volontaire de tous les intérêts de nos sens. L'amour-propre  
dit l'auteur des lettres persanes, est un sentiment naturel  
qui fait que nous nous aimons plus que notre vie même  
Avant Montesquieu, le Grand Corneille avait peint cette  
vérité en termes encore plus clairs : L'honneur est aux  
grands cœurs bien plus cher que la vie. Je pourrais citer  
nombre d'autres traits semblables, et il étoit besoin  
d'accumuler les autorités pour démontrer les effets miraculeux  
de l'amour-propre : ils sont de tous les siècles et de tous les  
climats ; chaque jour nos yeux en sont frappés ; chaque jour  
ce qui se passe au milieu des nations policées, est une preuve  
convaincante que l'amour-propre peut s'exalter au point  
de faire de nous plus que des hommes, de nous décider à com-  
promettre son intérêt pour tout, et celui de notre existence pour  
rien. Mais que dis-je ? ce n'est pas chez les nations policées  
seulement, que l'amour-propre déploie toute son énergie :  
ces sauvages grossiers du Canada, qui au milieu des flammes  
des tourmens les plus affreux, chantent et insultent à  
leurs ennemis, ne sont soutenus que par l'amour-propre  
dans ces momens d'horreur. C'est la même puissance encore  
qui conduit la main du Nègre, lorsque pour se délivrer de  
l'esclavage, il n'hésite point à se donner la mort.

Cependant les passions de l'amour-propre, les  
seules qui caractérisent l'homme et le différencient  
des brutes, les seules qui soient de vraies passions, et qui  
occasionnent presque tous les mouvemens du monde mor-  
nel sont pour nous que des passions d'opinion. Nous



tenons bien de la nature une grande et vive Sensibilité pour l'honneur et le deshonneur; mais avant que cette Sensibilité puisse être affectée en bien ou en mal, il faut que nous nous soyons formé une idée quelconque de l'honneur et du deshonneur; que notre intelligence ait conçu, ait déterminé ce qui doit nous honorer ou nous deshonoré; l'intérêt qui en résulte alors n'est donc absolument qu'un intérêt d'opinion; il n'existe pour nous que par notre opinion et dans notre opinion. Voilà pourquoi sur le fait de l'honneur et du deshonneur, chaque peuple, je pourrais dire chaque homme, s'est toujours fait un système particulier; voilà pourquoi l'amour-propre est un véritable Protée: il prend toutes les formes, tous les caractères que l'opinion veut lui donner.

Ce que j'observe ici des influences de l'opinion sur les intérêts de l'amour-propre, nous montre bien que l'homme moral est un être absolument factice; qu'il est ce que les opinions le font: faut-il donc encore d'autres preuves du besoin qu'il a de l'instruction? Si les opinions des anciens Grecs et des anciens Romains s'étoient perpétuées chez les Grecs et les Romains d'aujourd'hui, avec elles se seroient également perpétuées chez eux-ci, ces brutes de force, ces prodiges de valeur qui nous étonnent dans eux-là. Si Alexandre eût pensé comme Titus, il auroit voulu régner et répandre des bienfaits comme Titus; de même Si Titus eût pensé comme Alexandre, il auroit voulu conquérir et incendier comme Alexandre.

Où, n'en doutons point, nous devons devenir



nécessairement ou vertueuse ou vicieuse, selon que nos opinions particulières estiment en nous ou les vertus ou les vices; Selon encore que les vertus ou les vices sont honorés, sont couronnés par l'opinion publique de la Société dans laquelle nous nous trouvons placés. C'est ainsi que par le moyen de l'amour-propre, l'opinion devient réellement la Reine du monde, une puissance despotique qui nous gouverne à son gré. C'est ainsi que dans l'état d'ignorance, nos folles opinions font de l'amour-propre un Volcan, dont les éruptions fréquentes portent partout les ravages et la désolation. Il est clair que les hommes qu'elles égarent, sont des espèces de fous, de furieux; qu'il est de toute impossibilité de former avec eux un véritable corps politique.

En effet un véritable corps politique est un corps composé d'une multitude d'hommes, mais tellement unis entre eux, que, n'ayant qu'une seule et même volonté, qu'une seule et même direction, ils ne forment plus qu'une seule et même force, semblent ainsi ne constituer qu'un seul et même individu. Si nous recherchons maintenant ce qui peut produire et maintenir une telle unité de volonté de direction et de force, pour le trouver, c'est à la nature de l'homme qu'il faut remonter. Une fois convaincu que, comme être sensible et intelligent, il est toujours déterminé, toujours mis en action par l'opinion qu'il se forme de ses intérêts personnels, nous reconnaitrons bientôt que cette unité ne peut avoir d'autre principe, qu'un intérêt commun parfaitement entendu et parfaitement connu; qu'ainsi l'unité de volonté, de



7  
direction et de force, suppose nécessairement l'unité  
d'opinion et par ce qui concerne et constitue cet intérêt;  
qu'elle requiert par conséquent des hommes assez  
éclairés, pour ne jamais attacher leurs intérêts particuliers  
à ce qui blesseroit l'intérêt commun.

En vain on se flattoit de réprimer les écarts de  
l'opinion, de les contenir par la crainte des châtimens,  
des punitions corporelles: une telle crainte ne peut rien  
contre un enthousiasme qui nous porte à braver les  
plus grands dangers, à trouver des charmes jusque  
dans la mort même. L'amour-propre ne connoît point  
de maître; il ne reçoit de loi que de l'opinion, et jamais  
on ne peut commander à l'amour-propre, parce que  
jamais on ne peut commander à l'opinion. D'ailleurs  
se proposer de ne contenir les hommes que par la force  
et la violence, c'est se proposer de les asservir, et non  
de les gouverner; c'est voir en eux des ennemis, et non  
des membres du corps politique. Certainement un tel  
système est tout l'opposé d'un parfait gouvernement.  
Ce dernier ne peut avoir d'autre objet que de rendre les  
hommes heureux; et sa perfection consiste dans la  
justesse des mesures qu'il a prises pour les rendre heureux:  
Or il est évident qu'il ne peut se flatter de rendre  
heureux ceux dont il contrarie sans cesse les opinions  
et les intérêts, encore que ces opinions soient  
déraisonnables, et ces intérêts mal entendus; car on n'est  
heureux que quand on croit l'être. Ajoutons à cela  
qu'un intérêt commun reconnu étant le seul et unique  
lien d'un véritable corps politique, il en résulte qu'un



(2) N<sup>o</sup> La raison qu'il est impossible qu'un être sensible tel corps se trouve toujours et nécessairement gouverné et intelligent, veut le contraire de ses véritables par la volonté commune de ses membres, qu'ainsi intérêt, quand il les conduit son Gouvernement considéré comme puissance, n'est il est impossible aussi que plusieurs êtres de cette espèce, ni ne peut être autre chose que cette volonté commune connaissent leur véritable intérêt commun, et ne puissent pas cependant par l'intérêt commun (2) ce qui lui convient, quand ils ont tous la même opinion de leur intérêt commun, ils ont donc tous la même volonté: alors cette volonté commune devient nécessairement la puissance par laquelle ils se trouvent tous gouvernés. quelquefois cependant nous cédons à des appétits déréglés des sens, les connaissant pour déréglés; mais les sens ne peuvent occasionner ce désordre, qu'autant que l'amour-propre, égaré par <sup>quelque</sup> fautive opinion, permet à leur intérêt de devenir ~~dominant en nature~~ <sup>dominant en nature</sup>, quoique mal entendu; Or quiconque se trouve ainsi trompé par ses opinions, est un aveugle qui ne peut voir réellement ses véritables intérêts.

Cette dernière notion que je viens de donner d'un parfait gouvernement, montre bien que le système de l'imposer par la crainte des peines physiques, est un système dénué de tout fondement. Cette crainte ne peut être imprimée que par le plus fort au plus faible: mais comme l'observoit très bien le Comte de Peñin dans ses lettres à un grand Prince, la force d'un seul ne peut rien contre celles de la multitude. Dans une société le plus fort n'est jamais l'état gouvernant; au contraire l'état gouvernant n'est fort que de la force de ceux qui lui obéissent; il tire ainsi cette force de la volonté qu'ils ont de lui obéir: Comment donc pourroit-il contraindre l'obéissance par la force, tandis que la force est le produit de l'obéissance qu'on lui rend? un tel système est précisément l'état de guerre, et non l'état de société.



Aussi le despotisme d'un seul ou d'un petit nombre  
 n'est-il qu'une illusion, qu'une chimère, qu'on analyse  
 cet absurde gouvernement, on le trouvera sans liaison  
 intérieure, sans consistance; la force dont le despote  
 paroît disposer, n'est ni à lui ni en lui; et par la  
 raison qu'elle est hors de lui, qu'elle se trouve  
 conséquemment toujours indépendante de lui, elle peut  
 toujours aussi disposer de lui. Cette force, n'étant assujettie  
 à aucune règle immuable, ne connoissant aucun point  
 fixe de réunion, ressemble à ces montagnes de sable  
 que les vents forment, promeuvent et dissipent à leur  
 gré. Cette ressemblance est d'autant plus parfaite,  
 qu'un tel Gouvernement étant une production monstrueuse  
 de l'ignorance profonde où sont les hommes & sur ce qui  
 constitue réellement leur intérêt commun, ces aveugles  
 restent naturellement exposés à toutes les fureurs, à tous  
 les déchainemens des intérêts particuliers les plus  
 déréglés, sans que rien puisse fixer à cet égard l'inconstance  
 des opinions. De là que conclure? que tous le despotisme,  
 non seulement personne ne peut compter sur la force, mais que  
 chacun doit la redouter; que les membres de ce corps  
 fantastique, sans qu'aucun d'eux se soit excepté,  
 voyent tous un glaive suspendu par un fil au dessus  
 de leur tête; qu'ils sont tous également esclaves, puisqu'ils  
 sont tous également dépendans des opinions arbitraires  
 d'autrui. En veut-on des preuves de fait? qu'on  
 parcoure l'histoire des Empereurs Romains; le quart  
 de ces prétendus despotes a péri de mort violente;  
 ces maîtres du monde ne l'étoient pas de leur propre



personne ; il n'étoit pas en leur pouvoir d'arrêter le bras toujours levé pour les frapper. Mais si l'insistence pour le développement de ma seconde proposition achèvera de mettre ces vérités dans leur plus grand jour.

## Objets principaux de l'instruction publique.

Puisque nous ne devenons véritablement hommes, qu'en acquérant les connoissances dont nous avons besoin pour nous bien conduire, pour agir comme des êtres intelligens et raisonnables, il faut donc qu'on nous facilite l'acquisition de ces connoissances ; qu'on établisse par conséquent une instruction publique, une instruction qui puisse étendre ces mêmes connoissances à tous les individus de notre espèce. Je crois avoir suffisamment démontré la nécessité de cette instruction mais en quoi doit-elle principalement consister ? quels sont les objets essentiels qu'elle doit se proposer ? c'est là ce qu'il nous importe surtout de bien approfondir.

Il est dans la nature des hommes de vouloir être heureux : tous en ont constamment le desir et la volonté. C'est le but ultérieur de toutes leurs vues, de tous leurs projets, de toutes leurs actions ; c'est l'objet aussi pour lequel ils se sont réunis en société. Comment doi-



peut-on penser sérieusement que pour leur faire embrasser les moyens de se rendre heureux, il faille employer contre eux la force et la violence, la torture et les gibets? Connoissez-vous avec certitude la route qui doit les conduire au vrai bonheur? faites passer en eux cette certitude; montrez-leur cette route qu'ils cherchent tous; vous les verrez à l'instant s'y précipiter en foule et d'eux mêmes, sans qu'il soit besoin de les y contraindre par des actes d'autorité qui portent tous les caractères de l'oppression. Mais qu'est-ce que le vrai bonheur? pour le trouver, il faut le connoître: sans cela c'est en vain que nous le cherchons.

Le vrai bonheur, le bonheur parfait, est un état habituel de jouissances, sans aucun mélange de privations ni de douleur. Sent-êtr cet état n'a-t-il jamais été en réalité pour personne ce qu'il est en spéculation; mais n'importe; toujours est-il vrai que plus nous nous en rapprochons, plus aussi nous sommes heureux; et d'après cette vérité, il est aisé de montrer comment nous pouvons nous attacher en société toute la somme de bonheur que l'humanité peut comporter.

Rappelons nous qu'il est pour l'homme deux sortes de passions, celles des sens et celles de l'âme propre. Rappelons nous que souvent elles sont tellement opposées entre elles qu'il est impossible de les concilier; qu'il faut ainsi que l'intérêt des uns soit sacrifié à l'intérêt des autres. De quelque côté que tourne la victoire; de quelque nature que soit le sacrifice, nécessairement il nous coûte beaucoup;



14  
nécessairement il nous est douloureux; nous devons donc  
le regarder comme incompatible avec le vrai bonheur.

Non, non, le vrai bonheur n'habite point chez <sup>celui</sup> ~~celui~~ qui  
loin de jouir de la paix intérieure, se trouve sans cesse  
en guerre avec lui-même, et dans son propre cœur livré  
des combats qui le déchirant cruellement. Ô athénien  
S'écrioit le superbe vainqueur de l'Asie, qu'il en  
coute pour mériter vos éloges! il avoit donc, ce  
conquérant, payé bien cher la vaine gloire dont il  
s'étoit enivré: Ce trait seul suffit pour achever de  
nous convaincre que pour nous le vrai bonheur consiste  
dans un accord parfait des intérêts de l'homme propre  
avec ceux des autres.

Cet accord n'est point une chimère, un jeu de  
l'imagination: non seulement il est possible, mais  
j'ose dire même qu'il est dans l'ordre de la nature,  
qu'il est en tout point conforme à la saine raison;  
j'ose dire encore qu'ayant pour baze des vérités  
frappantes par elles-mêmes, il doit nécessairement  
régner parmi ceux dont ces vérités seront connues  
qu'ainsi pour s'établir et se perpétuer il n'a besoin  
que de l'instruction.

Cependant l'instruction ne peut produire un  
effet si précieux, qu'autant qu'elle remplit complètement  
deux objets: Le premier est de faire connaître aux  
hommes l'ordre public le plus avantageux à leurs intérêts.  
Le second est de les convaincre que c'est par les lois  
invariables de cet ordre, qu'ils doivent juger de ce qui  
est vertueux ou vicieux, glorieux ou deshonorant.



L'ordre public le plus avantageux aux sens, est sans contredit celui qui leur assure la plus grande somme de jouissances que nous puissions raisonnablement désirer. Je dis raisonnablement désirer, car il serait manifestement absurde de former sous la protection de la société, des prétentions destructives de toute société: c'est donc sur ces desoirs, c'est donc sur leur nécessité pour les véritables intérêts de nos sens, que l'instruction doit se proposer d'éclairer les hommes, en leur démontrant que ces mêmes desoirs n'ont rien de factice, rien d'arbitraire; qu'ils ne sont que des moyens nécessaires pour les faire jouir constamment de leur meilleur état possible relativement à leurs sens.

Telle sont les deux points fondamentaux sur lesquels la première branche de l'instruction publique doit répandre le plus grand jour: tâchons donc de les éclaircir ici de manière à faire voir qu'en cela l'instruction sera toujours à la portée des hommes les plus bornés, qu'ainsi rien ne peut l'empêcher de produire à cet égard les effets qu'on en attend.

L'ordre public d'une société ne peut manquer d'assurer aux sens la plus grande somme possible de jouissances, s'il assure constamment et tout-à-la-fois aux membres de cette société, et la plus grande abondance possible des choses propres à ces jouissances, et la plus grande liberté possible d'en profiter. Mais comment l'ordre public peut-il parvenir à procurer deux avantages si grands, si désirables? hélas, rien de plus simple, rien de plus facile: une seule condition suffit; et cette condition



16  
est que l'ordre public soit établi sur le droit de propriété  
je veux dire, que toutes les lois, toutes les polices, toutes  
les institutions sociales, toutes les branches enfin de cet  
ordre soient puisées dans la loi de propriété, comme dans  
leur source primitive et naturelle; qu'ainsi elles concourent  
toutes ensemble et de concert à maintenir le droit de  
propriété dans toute sa plénitude, dans toute son  
intégrité.

Oui, cette condition parfaitement remplie, tous  
les biens relatifs à nos sens doivent nécessairement se  
multiplier autant que le sol d'une telle société peut le  
comporter. Oui, sous un tel ordre public, chaque citoyen,  
au sein de cette abondance habituelle, jouit de la plus  
grande liberté possible d'en profiter; car en société la plus  
grande liberté possible n'est autre chose, que celle qui est  
inséparable du droit de propriété; n'est autre chose, qu'une  
pleine et entière liberté d'exercer ses droits de propriété;  
d'en étendre la jouissance à tout ce qui ne blesse en rien  
les propriétés d'autrui.

Que demandez-vous de la société? qu'attendez-vous  
d'elle, vous qui, nés de parents pauvres, ne possédez aucune  
espèce de biens? Croyez-vous qu'elle doive pourvoir gratuitement  
à tous vos besoins? Montrez donc les titres qui lui imposent  
cette obligation; certainement vous ne les tenez pas de la  
société, puisqu'elle refuse de les reconnaître; certainement  
encore vous ne les trouvez pas dans la nature: elle a voulu  
qu'aucune des choses nécessaires à nos besoins ne vint  
d'elle-même s'offrir à nous; elle a voulu que nous ne puissions  
nous les procurer que par des travaux. Vous ne allez pas



Sans doute que nous avons tous naturellement un droit égal aux moyens d'exister et de nous rendre heureux : -  
 le bien, que voulez-vous en conclure ? qu'il vous est libre de jouir gratuitement de tous les biens que vous voyez naître autour de vous par vos dépenses et vos travaux ?  
 ah, remarquez en cela la contradiction manifeste dans laquelle vous tombez : Si vous aviez une telle liberté, ces mêmes biens disparaîtraient ; ils ne croissent annuellement qu'à l'ombre du droit de propriété foncière, droit avec lequel votre prétention ne peut absolument se concilier.

Quel est donc l'avantage que vous assure votre réunion en Société ? Le voici : sans elle votre prétendu droit à l'existence et au bonheur deviendrait absolument nul dans le fait ; vous vous verriez réduits à disputer avec les brutes et avec vos semblables, quelques fruits sauvages que la terre sembleroit ne vous donner qu'à regret.

Mais cette même terre, fécondée par les avances et les travaux de la Société, devient prodigue de ces biens dont elle se montreroit avare ; mille productions diverses ne cessent de sortir de son sein pour assurer votre existence et votre bonheur. Cependant ces productions étant l'ouvrage de la Société, étant achetées de la terre par la Société, il est évident que vous ne pouvez y prendre part, qu'en vertu d'un titre analogue à la Société, et aux moyens qu'elle emploie pour les faire naître ; vous ne pouvez conséquemment en jouir, qu'autant que vous les achetez à votre tour de la Société par vos travaux ; mais aussi avez-vous la certitude qu'elles ne vous



manqueront point, quand vous offrirez vos travaux en échange.

Que la Société vous laisse donc pleinement libres de faire ces échanges comme il vous plaira; pleinement libres d'employer toutes vos facultés, tous vos talents de la manière qui vous agréé le plus, qui vous paroît la plus utile pour vous personnellement; qu'elle vous maintienne ainsi dans le droit de propriété personnelle celle qui vous rend maîtres de disposer de vos individus selon vos volontés, pourvu toutefois que vous ne les fassiez point servir à blesser les propriétés d'autrui; Voilà tout ce que vous pouvez exiger de plus de la Société, et vous devez concevoir qu'un tel ordre public assure à vos sens toutes les jouissances auxquelles il vous est possible de prétendre en Société.

Ce n'est pas que ces jouissances ne puissent dans la suite se multiplier pour vous, et vous devez obtenir cet avantage en proportion de l'agrément ou de l'utilité de vos travaux pour la Société. Mais pour donner à ce même avantage la plus grande extension qu'il puisse avoir, qu'est-ce que la Société doit faire pour vous? Vous assure dans toute la plénitude la propriété mobilière, celle de vos salaires, de tous les biens mobiliers que vous acquérez par vos travaux et votre industrie; vous maintenez ainsi dans la pleine liberté de profiter de toutes les jouissances que vous pouvez procurer à vos sens par le moyen de ces biens; et en cela l'ordre public se trouve être encore l'ordre le plus avantageux à vos sens.

Je suppose donc que vous jugiez à propos



d'employer vos richesses mobilières à défricher des terres, à construire les bâtiments qui demandent leur exploitation, en un mot à faire toutes les dépenses nécessaires pour les rendre susceptibles de culture. que pouvez vous ~~exiger~~ exiger de la Société pour de telles entreprises? toutes vos prétentions ne seront-elles pas remplies, si la Société vous constitue propriétaires incommutables des terres ainsi défrichées, par conséquent pleinement libres d'en disposer, de les employer à votre profit, d'en jouir enfin de la manière qui vous conviendra le mieux, pourvu que cette manière n'ait rien de préjudiciable aux propriétés des autres citoyens?

En vertu de cette propriété foncière, vous pouvez donc cultiver comme il vous plaît, ou faire cultiver par qui bon <sup>vous</sup> semble vos biens fonds. Mais qu'est-ce que peut prétendre de plus un cultivateur? d'être maintenu par la Société dans la pleine propriété des récoltes qu'il obtient de la terre, par les travaux et les dépenses de ses cultures; de se trouver pleinement libre dans les dispositions qu'il peut faire de ces récoltes pour son utilité personnelle, et cela sous la condition commune de ne point faire entrer dans ces dispositions des moyens

(3) N.° Un droit est une <sup>prérogative particulière indépendante</sup> dont les propriétés d'autrui ne soient blessées; Car des forces ou de la faiblesse <sup>personnelles</sup> de celui qui en jouit. Un droit ne peut donc s'établir réellement que par <sup>une convention expresse</sup> <sup>mutuelle</sup> <sup>qui en</sup> se soient mutuellement fait un devoir de le respecter les uns dans les autres. (3)

l'homme endormi n'aurait aucun des droits de l'homme éveillé; sans cela ce seroit rendre le pouvoir pour un droit; et confondre ainsi toutes les notions.

Je ne crains point de trouver ici des contradicteurs, lorsque je dirai que parmi les hommes il n'y a ni de corps et



d'esprit, il n'est personne assez stupide pour qu'on ne puisse lui faire concevoir que le droit de propriété est ainsi le nee plus ultra des prétentions qu'il peut former en société; que la liberté d'étendre l'exercice de ce droit à tout ce qui n'offense en rien les propriétés d'autrui, est la plus grande liberté dont il soit possible de jouir en société. Cependant il est aussi facile encore de comprendre et même de se convaincre, qu'un ordre public conséquent en tout point à ce même droit de propriété, est l'ordre le plus avantageux aux seuls. En effet ne voit-on pas que les terres ne se fécondent qu'en proportion des travaux et des avances que nous faisons pour les féconder? ne voit-on pas que ce qui peut engager les propriétaires fonciers et les cultivateurs à faire ces dépenses et ces travaux, c'est la certitude morale de ne trouver dans leur société aucun obstacle aux profits qu'ils espèrent en retirer? ne voit-on pas enfin que cette certitude ne peut s'établir qu'à la faveur du droit de propriété, et de la liberté qui est inséparable? qu'ainsi ce droit est le germe moral de la plus grande abondance possible dans les récoltes qu'un corps politique peut se promettre de son sol?

On sent bien que cette abondance, si avantageuse aux propriétaires fonciers et aux cultivateurs, ne l'est pas moins encore aux autres hommes: elle leur offre plus d'occasions pour employer leur industrie, et en même temps elle leur permet d'obtenir plus de productions en échange de leurs travaux. Mais est-ce là que se bornent les avantages résultant pour les seuls du droit de propriété? Soient du tout: si ce droit féconde la terre, il féconde



aussi le génie; il en déploie toutes les ressources; il exalte l'industrie; il en fait monter au plus haut degré les talens et l'activité: par là, s'accroît l'utilité des matières premières; par là, leurs usages se diversifient de mille façons, et les jouissances de nos sens se multiplient par cette diversité: voilà comme le droit de propriété constitue l'intérêt commun d'un corps politique, en constituant chaque intérêt particulier.

Non, il ne faut point être un philosophe profond pour concevoir et sentir toute la nécessité des trois branches du droit de propriété, toute l'utilité dont elles sont au corps politique, et à chacun de ses membres personnellement. Mais outre ces propriétés personnelles, mobilières et foncières, si essentielles à la formation d'une société, il est encore des propriétés communes, et dont l'importance n'est pas moins sensible aux hommes les plus grossiers. Les objets de ces propriétés communes sont les ports et les rades,

4) N. Les frais nécessaires à l'entretien des propriétés communes, doivent être regardés comme des dépenses communes; ils exigent donc un revenu commun, par conséquent des règles variables pour l'administration de ce revenu, et qui ne permettent pas qu'il puisse être étourné de sa destination, au profit de quelques particuliers: sans cela tous les droits de propriété tant communes que particulières, se trouveraient directement ou indirectement lésés.

les fleuves et les rivières, les ponts et les grands chemins, toutes les choses enfin dont l'usage doit être commun à tous les citoyens. Quel est l'homme qui ne comprenne parfaitement et sans peine, qu'il suffit à l'intérêt de tous de se voir libre de jouir de ces choses, qu'il ne peut ni ne doit porter ses prétentions à cet égard, jusqu'à pouvoir empêcher les autres de jouir de la même liberté? (3)

Une fois qu'on a pénétré les hommes de ces premières vérités, il ne s'agit plus que de leur exposer



les conséquences nécessaires qui en résultent. Certainement ils vous entendront tous, lorsque vous leur direz que sans la sûreté un droit n'est point un droit; que d'ailleurs il n'en est point un dans le fait, s'il n'est indépendant des volontés arbitraires et de la puissance des autres hommes, qu'ainsi le droit de propriété ne peut réellement exister pour eux, sans la sûreté civile et politique qui doit le caractériser. Ils vous entendront tous aussi, lorsque vous leur représenterez qu'une telle sûreté ne peut s'établir que par la réunion de toutes leurs forces, pour le maintien du droit de propriété; que par conséquent il ne leur suffit pas de se soumettre unanimement à l'obligation rigoureuse de respecter les propriétés d'autrui; qu'ils doivent encore s'imposer celle de concourir à la sûreté commune de toutes ces mêmes propriétés, celle d'être toujours prêt à faire ce que cette sûreté commune exige d'eux nécessairement. Montrez-leur alors que la manière de remplir ce devoir essentiel, se trouve si sagement combinée et si clairement déterminée par les lois, qu'elle ne peut jamais avoir rien d'arbitraire, rien qui ne soit parfaitement conforme au véritable intérêt de leurs sens; vous ne pouvez manquer de les attacher à ce devoir par l'altraisme puissant de cet intérêt. Cependant pour rendre en cela votre succès plus complet, ~~et~~ il faut joindre à l'intérêt des sens celui de l'amour-propre, faire connaître sensiblement que ce dernier doit être inséparablement attaché à l'accomplissement exact de tout ce que la sûreté commune exige de chaque particulier.

Ce second objet de l'instruction publique est



Sans contredit le plus important. L'amour-propre est le grand ressort de l'humanité; pour gouverner les hommes comme des hommes, c'est donc ce grand ressort qu'il faut employer. Heureux, heureux les peuples qui, le regardant, d'après M.<sup>r</sup> De Voltaire, comme un présent céleste, comme un moyen de nous élever aux grandes actions, seront assez éclairés, assez sages, pour en faire l'instrument, je dis plus, le garant, le gardien de leurs mœurs, de leurs vertus, de tout ce qui doit concourir à leur bonheur.

Pour intéresser l'amour-propre à l'observation et au maintien d'un ordre public établi & au le droit de propriété, la première chose que doit faire l'instruction publique, est de convaincre les hommes que cet ordre les rend tous égaux entre eux, autant qu'il leur est possible de l'être. Il est assurément aisé de leur faire comprendre que, ni dans l'ordre de la nature, ni dans l'ordre de la société, ils ne peuvent être égaux dans le fait, puisqu'ils sont naturellement inégaux en talents, en force, en facultés du corps et de l'esprit; puisqu'ils sont encore soumis à une multitude d'accidents qui ne sont pas les mêmes pour chacun d'eux; puisqu'enfin il n'est pas possible que, dans la société, chaque citoyen possède la même fortune, respire le même air, habite le même climat, suive la même profession, remplisse les mêmes fonctions, exerce la même autorité. Mais ce qu'ils ne peuvent être dans le fait, ils doivent l'être dans le droit: chacun doit être également protégé par la loi de propriété, également indépendant de toutes volontés contraires à cette loi, également libre.



dans l'exercice de ses droits de propriété. Voilà la véritable égalité sociale; et l'amour propre ne peut manquer de s'en contenter, car assurément le simple bon sens nous apprend qu'il est impossible à un seul homme de dominer arbitrairement tous les autres; qu'ainsi tout ce que nous pouvons prétendre de plus à ce sujet, c'est de n'être arbitrairement dominé par personne.

Rien de plus commun que de voir acheter l'honneur, l'estime de soi-même et celle d'autrui au prix de sa fortune, de sa santé, de sa vie même. autant l'amour-propre nous rend avides de ces jouissances, autant aussi nous inspire-t-il de l'aversion pour leur privation. Un homme deshonoré à ses propres yeux, et aux yeux d'autrui, est un malheureux qui ne peut plus supporter le fardeau de sa douloureuse existence; un tel homme est Prométhée sur son rocher; ses remords sont le ver qui le déchire sans cesse; et ses maux, dit l'évêque, sont au-dessus de toute expression. Super conscientia quidquid mali finxerit lingua. Mais, comme je t'ai précédemment observé, les jouissances et les tourmens de l'amour-propre ne sont que des ouvrages de l'opinion; et faute d'avoir connu les premiers principes de la vertu et du vice, de l'honneur et du deshonneur, il arrive souvent que l'opinion nous égare sur ces objets; qu'elle érige les vices en vertus; qu'elle attache aux forfaits une fausse gloire dont nous sommes éblouis. C'est ce malheur affreux qu'il faut prévenir, en fixant parmi les hommes les vrais



notions qu'ils doivent avoir des vertus, des vices et des crimes, par conséquent de l'honneur, de la gloire et de l'infamie.

Mais où puisev ces notions ? Est-ce chez les anciens Philosophes, chez les Moralistes, chez les Législateurs ? Je ne vois dans leurs écrits Sublimés, que des maximes & abstraites, la plupart imaginées pour d'autres êtres que des hommes ; des règles de conduite tellement étrangères à la nature, qu'elles mettent l'homme perpétuellement en contradiction avec lui-même. S'ils nous ont peint quelquefois de grandes vérités, ils n'ont jamais cherché à nous les rendre sensibles & intéressantes, à les réduire en pratique, en nous prescrivant une méthode sûre pour ne point nous en écarter. Leurs grands mots vuides de sens n'ont rien qui puisse les faire passer de l'oreille au Cœur. Ils peuvent bien échauffer par la vivacité de leurs peintures, par la chaleur de leurs expressions ; frapper ainsi quelque imagination ardente ; faire naître un enthousiasme & passage, un feu qui bientôt s'éteint de lui-même faute d'aliments. Mais quelques éloges qu'ils donnent aux vertus, ils ne nous ont point appris pourquoi elles sont nécessairement vertus ; ils nous laissent ignorer les rapports qu'elles ont avec l'intérêt général ; ils ne nous les présentent point comme étant les seuls & uniques moyens de concilier avec cet intérêt général, l'intérêt particulier de chaque individu ; et quelque horreur qu'ils cherchent à nous inspirer pour les vices et les crimes, ils se taisent sur les premiers principes, les principes naturels & immuables, d'après lesquels les



vices et les crimes doivent être reconnus et condamnés.  
Le Philosophe célèbre chargé de l'éducation d'Alexandre  
doit être regardé comme le premier coupable des grands  
forfaits qu'une fausse idée de la gloire porta ce Prince  
à commettre.

Si nous Consultons l'histoire et les exemples  
de toutes les nations, nous ne serons pas mieux instruits  
ici le vol à force ouverte obtient des éloges; là le vol  
clandestin fut jadis applaudi; ailleurs l'un et l'autre  
sont réputés des crimes, excepté quand ils sont faits  
sur le public. Ils se croyoient vertueux, ces fanatiques  
Spartiates, qui se faisoient honneur d'étouffer tous les  
sentimens de la nature, de mépriser toutes les lois de la  
pudeur, de compter pour rien les droits sacrés de  
l'human, la vie de leurs esclaves et celle de leurs enfans.  
Ils se croyoient vertueux, tous ces peuples idolâtres, qui  
se flattoient de se propitier leurs Dieux, tantôt par  
d'infâmes prostitutions, tantôt par des sacrifices horribles  
de victimes humaines, tantôt enfin par d'autres pratiques  
moins criminelles, sans en être moins absurdes.  
Ils se croyoient vertueux, ces cruels Saxons, lorsqu'ils  
buvoient dans le crâne de leurs ennemis; Ces Massagètes  
et ces Dérbites, quand ils faisoient servir les morts de  
pâtée à leurs parens; Ces ambitieux Romains qui ne  
connoissoient d'autres droits que ceux de la force, et qui  
dans le sein de la paix, nourrissoient leur stupide féroce  
par des combats, des spectacles de sang dont nous  
rougissons aujourd'hui. Ils se croient vertueux aussi,  
ces Sauvages du Nord de l'Amérique, qui se font un



Devoir de massacrer leurs parents avancés en âge; ces  
 barbares Asiatiques, qui après la mort des maris,  
 contraignent les femmes à se brûler toutes vivantes;  
 Ces pénitens de l'Inde, qui plutôt que de se rendre  
 utiles, se condamnent à passer leur vie chargés de  
 fer, ou dans d'autres tourmens qu'ils exercent volontiers sur  
 eux-mêmes; Ces brigands Africains, qui font  
 publiquement profession d'être perpétuellement en  
 guerre ouverte avec le genre humain. Pour se dire vertueux,  
 faut-il être l'ennemi ou l'ami de ses sens, un Cynique ou  
 un Epicurien? faut-il obéir et servir en esclave, ou penser  
 et agir en homme libre? faut-il pardonner les injures,  
 ou en tirer vengeance, et dans la manière de se venger,  
 exposer sa propre vie, ou prendre la voie de la trahison?  
 faut-il en un mot se montrer sensible, humain,  
 bienfaisant, ou se tenir toujours prêt, comme au siècle  
 dernier, à embrasser des querelles étrangères, à verser le  
 sang de ses concitoyens, de ses amis mêmes, sans avoir  
 aucun sujet de se plaindre d'eux?

Pourquoi donc cette bigarrure monstrueuse dans  
 la morale? Est-ce qu'il n'est point dans la nature, des  
 règles certaines et invariables pour discerner les vertus  
 d'avec les vices et les crimes? Ah, ne doutons point que  
 ces règles n'existent; mais pour les trouver, il est une  
 seule et unique route; et c'est d'interroger la nature même;  
 de consulter les lois générales et immuables qu'elle s'est  
 prescrites, les rapports que nous avons nécessairement  
 avec ces lois.

Par les lois de la nature chaque homme est chargé,



Sous peine de douleur et de mort, du soin de son existence et de son bonheur. Son intelligence lui fut donnée pour le mettre en état de discerner les moyens de pourvoir à l'un et à l'autre : la raison consiste à connoître ces moyens, et la sagesse à les employer. & en cela donc, si il fait un bon choix, il se montre vraiment raisonnable, vraiment sage ; si au contraire il fait un mauvais choix, il agit en insensé, il est vicieux.

Les lois de la nature veulent aussi que l'homme ne puisse réellement assurer son existence et son bonheur, qu'à l'aide de notre réunion en société. Or il est sensible que la première des conditions essentielles à cette réunion, nous impose également à tous, l'obligation absolue de ne point s'entretenir, de respecter les uns dans les autres, les droits inséparablement attachés à l'état d'homme vivant en société. Manquer à cette obligation, violer volontairement ces droits, c'est donc s'écarter d'un devoir essentiel ; c'est donc se rendre criminel, non seulement envers les particuliers, dont les droits sont ainsi blessés, mais même envers toute la société, dont les fondemens se trouvent ainsi renversés.

Ces mêmes lois de la nature veulent encore qu'un intérêt commun soit notre seul et unique lien social. De là suit que l'obligation de ne point s'entretenir, n'est pas la seule qui soit essentielle à la formation de la société ; qu'il en est une seconde de la même importance, celle de se prêter une mutuelle assistance, de faire tout ce que l'intérêt commun exige de nous. Il est clair

+ D'après cette vérité frappante,



qu'on ne peut, sans crime, ne pas remplir les devoirs particuliers que l'ordre public nous impose personnellement à cet égard; c'est briser le lien social; c'est détruire l'essence de la Société; c'est se rendre coupable de tous les maux qui doivent en résulter. Il est clair aussi que remplir fidèlement ces mêmes devoirs, c'est agir conformément à la saine raison, c'est être juste, c'est être vertueux. Il est clair enfin que dans la Société, notre manière d'être, notre personnel doit être réputé plus ou moins vertueux, selon qu'il est plus ou moins convenable à l'utilité commune de la Société.

Rien de plus simple donc que les principes fondamentaux de la morale universelle, que les vraies notions qu'on doit se former dans tous les pays du monde, des vices, des crimes et des vertus: Les vices sont ce qui nous dégrade, ce qui nous nuit à nous-mêmes, les crimes ce qui nuit directement aux autres, les vertus ce qui devient utile à tous: Démontrons maintenant par quelques exemples, la justesse de ces définitions.

L'utilité commune résultante de la bienfaisance, de la compassion, de tous les autres sentimens qui nous intéressent fortement aux maux de nos semblables, les a fait placer, et à juste titre, au rang des vertus. que penserions nous cependant d'un particulier qui, pour obliger des malheureux, disposeroit du bien d'autrui? d'un Magistrat qui, par pitié, se refuseroit à punir les coupables? de tout autre qui, par le même motif s'opposeroit au cours ordinaire de la justice? Certainement ces sentimens si précieux ne seroient plus à nos yeux



que des faiblesses criminelles et honteuses : en perdant l'utilité dont ils sont, ils perdroient tout leur mérite tout leur éclat.

La bravoure, cette force d'âme qui nous rend insaisissables à la crainte de la mort, est certainement une vertu ; mais par quelle raison est-elle une vertu ? par la nécessité dont elle est à la sûreté commune de la société ; aussi cesse-t-elle d'être une vertu pour devenir un vice et même un crime, lorsqu'elle est employée à troubler l'ordre public et la paix intérieure de la société : et voilà pourquoi elle est punie du dernier supplice dans les voleurs de grands-chemins, tandis qu'elle est couverte de lauriers, lorsque, guidée par la justice, elle se consacre au service de l'intérêt commun.

L'amitié, cette fille du ciel descendue sur la terre pour le bonheur des humains, n'en devient-elle pas le fléau, ne se change-t-elle pas en aveuglement criminel, lorsque, nous faisant oublier nos devoirs, elle nous rend injustes ? tout doit se rapporter à l'intérêt commun ; tout doit se régler par la loi sacrée de l'intérêt commun ; dans tous les cas les qualités morales doivent être soumises à cette loi ; jamais, jamais il ne leur sera permis de s'en écarter. Si vous cherchez pourquoi l'économie dégénère en avarice, le désintéressement en profusion, la libéralité en prodigalité, la prudence en timidité, enfin notre sensibilité pour l'honneur et le déshonneur en manie insociable, en fanatisme orageux, vous trouverez que toutes ces qualités ne sont ainsi dénaturées que pour avoir passé les bornes



marqués par l'intérêt commun.

Une grande preuve de la justesse des notions que je viens de donner de ce qui constitue nécessairement les vertus, les vices et les crimes, c'est qu'elles nous mettent en main une mesure invariable et sûre pour apprécier sans peine toutes les actions des hommes. Oui, d'après ces notions, il n'est pas une action qui ne soit jugée d'avance; Oui, le rang qu'elle doit tenir dans nos opinions, est d'avance marqué par la grandeur du bien ou du mal qu'elle produira; par la nature ~~expose~~ de ses rapports avec l'intérêt commun, de son influence sur cet intérêt.

Plût au ciel que ces vérités n'eussent été jamais ignorées! que de désordres, que de maux auroient été bannis des sociétés politiques, si dans tous les temps, ceux qui ont été appelés à les gouverner, auroient été convaincus que rien n'est glorieux s'il n'est juste; que rien n'est juste s'il n'est conforme à l'intérêt commun! Sans cela ils se seroient dit eux-mêmes au fond de leurs cœurs: si les vices flétrissent les hommes privés, combien, à plus forte raison, ne sont-ils pas honteux dans les Princes, qui doivent l'exemple, et lorsque tous les yeux sont ouverts? Si les crimes commis envers quelques particuliers seulement, sont des actions infâmes, que penser donc de ceux qui affligent tout un peuple? éclairés par cette lumière, ils auroient vu d'avance leur honte, leur deshonneur dans chaque abus de leur pouvoir arbitraire: alors ce spectacle révoltant, ce spectacle dont la flatterie n'auroit pu ni détourner leurs yeux, ni adoucir l'horreur, les auroit empêchés de sacrifier à leur ambition, à leur orgueil, à



d'autres passions, la fortune, le repos et le sang de leurs  
sujets; alors aussi, pour tendres de leurs peuples, alliés  
pacifiques de leurs voisins, amis solides de tous les hommes  
ou les auroit vu rechercher avec empressement, la douce et  
vive satisfaction d'être adorés au dedans, la noble et véritable  
gloire d'être admirés et respectés au dehors.

Voulez-vous voir maintenant combien ces mêmes vœux  
sont féconds, combien elles importent au bonheur de  
l'humanité? regardez toutes les nations naturellement unies  
entre elles par une réciprocité de besoins, par les nœuds  
d'une utilité mutuelle, cherchant à resserrer encore ces  
nœuds naturels, par des traités qui puissent faire la  
sécurité commune de leurs possessions, de leur liberté, des  
avantages qu'elles doivent se communiquer réciproquement  
par le Commerce. Considérez donc ces diverses sociétés  
particulières, comme autant de classes d'une seule et  
unique société universelle établie par l'ordre même de  
la nature, sous un intérêt commun dont elles ne  
peuvent violer les lois qu'à leur détriment; Considérez  
que propriété, liberté, sûreté, constituant l'intérêt  
commun de ces différentes classes, comme celui de  
différents particuliers qui les composent; alors vous  
reconnaitrez que les principes de morale dont il s'agit  
ici, embrassent toute l'espèce humaine, tous les corps  
politiques; que dans les rapports nécessaires de ces corps  
entre eux, c'est par ces mêmes principes qu'on doit  
juger de ce qui est juste ou injuste, vertueux ou criminel  
glorieux ou deshonorant. Partout où règnera cette  
morale bienfaisante, avec elle règneront aussi



nécessairement la justice, la paix et le bonheur : les peuples qui l'auront adoptée, ne seront plus assez insensés, pour s'immoler eux-mêmes sur les autels qu'ils ont. la stupidité d'élever à la cruelle manie des conquêtes, cette rage, cette fureur, qui prend le pouvoir pour un droit, et change l'homme en bête féroce. Guidés par une connoissance exacte de leur intérêt commun, unis entre eux par ce lien politique indissoluble, les peuples ne formeront plus qu'un seul et même empire ; ils se trouveront gouvernés par la même loi, soumis à la même autorité, et cette autorité sera celle de la raison.

La morale est faite pour devenir un attribut de l'ame, une qualité du cœur, et non pour rester une science stérile, un vain ornement de l'esprit. Ce n'est donc point assez de poser les fondemens naturels et inviolables de la morale universelle ; d'enseigner aux hommes en quoi consistent la gloire et l'infamie, les vertus, les vices et les crimes : il faut encore mettre tout en usage pour augmenter en eux les effets que cette connoissance doit y produire, l'honneur des crimes et l'amour des vertus ; chercher par conséquent à développer à exalter leur amour-propre ; car de même que cette sensibilité naturelle est susceptible de s'accroître par la culture ; de même aussi diverses circonstances peuvent parvenir à l'étouffer, à lui faire perdre du moins son énergie, son élasticité.

Pour cultiver, pour féconder ce germe puissant, en un mot, pour imprimer aux hommes un grand respect pour eux-mêmes, il est indispensable de leur donner une juste et haute idée de leur espèce ; de leur



montrer qu'en leur qualité d'êtres intelligents, ils sont  
appelés à un genre de perfection totalement étranger  
aux brutes, et qui leur donne des rapports avec la divinité  
de leur faire voir que cette perfection, qui est dans le  
vues de leur créateur, et qui doit être leur propre ouvrage  
doit leur être aussi d'autant plus précieuse, qu'elle leur  
assure un empire absolu sur leurs sens, qu'elle devient  
ainsi nécessaire à leur félicité, non seulement pour  
la vie présente, mais encore pour la vie future.

Ils ne suffiroit pas cependant que les hommes  
eussent une grande idée d'eux mêmes comme hommes,  
s'ils n'avoient encore une grande idée d'eux mêmes  
comme citoyens. De là suit qu'un second moyen  
infaillible de porter l'amour-propre à son plus haut  
degré d'exaltation, second moyen qui doit suivre avec  
le premier, c'est de tenir cet amour-propre toujours  
en action; c'est de l'intéresser personnellement à tous les  
actes de la vie publique et privée. Mais un plan si sage  
si conséquent à la nature de l'homme, ne peut être  
exécuté que par le Gouvernement même: Ce plan important  
requiert une chaîne de polices, de diverses institutions,  
qui, toutes ensemble, concourent au même but, celui de  
rendre les citoyens sensibles à la difformité des vices et  
des crimes, à l'attrait des vertus, à l'honneur enfin d'être  
dans tous les temps tels que l'intérêt commun veut  
qu'ils soient.



# Des institutions sociales

## dont l'instruction publique a besoin.

Xenophon ne pouvoit comprendre que jamais on n'eût songé à gouverner les hommes comme des hommes, tandis que dans notre manière de conduire les brutes, nous avons grand soin de consulter leurs dispositions naturelles, le vœu de leur organisation. Gouverner les hommes comme des hommes, c'est suivre les voies de la nature; c'est les conduire par l'attrait de leur intérêt personnel, attrait qui ne peut agir fautive, qu'autant que cet intérêt leur est parfaitement connu.

Gardons-nous de mettre l'espèce humaine dans la nécessité de ne pouvoir se procurer les jouissances des sens, qu'au dépend de celles de l'amour-propre, ou les jouissances de l'amour-propre qu'au dépend de celles des sens. Cette position bizarre, cette position qui suppose une morale purement factice, ne pouvant se rencontrer que dans le tourbillon des fausses opinions, on ne peut alors se flatter de conduire les hommes par l'attrait de leur intérêt personnel. La raison



en est bien simple ; toujours placés entre deux intérêts opposés, les impulsions qu'ils en reçoivent agissent et les pressent en sens contraire : Dans cet état de trouble et de confusion ; dans cet état où l'homme de sens est toujours en guerre avec l'homme de l'amour-propre, il est impossible de leur donner une direction constante, parcequ'il est impossible de faire en sorte que le même intérêt soit toujours dominant. Cet intérêt personnel dont l'attrait doit être le grand ressort du Gouvernement, ne peut donc être autre chose que l'intérêt de l'amour-propre parfaitement d'accord avec celui des sens.

Que sert d'enseigner dans les écoles en quoi consistent les vertus, les vices et les crimes ? que sert de peindre avec les plus fortes couleurs la difformité des vices et des crimes, les charmes et la beauté de la vertu ? L'homme n'agit que pour son intérêt personnel : Si le Gouvernement est assez mal organisé pour que les vertus nuisent à ceux qui les pratiquent ; pour que les vices et les crimes puissent devenir utiles à ceux qui se les permettent ; comptez que toutes ces belles leçons ne produiront aucun effet, surtout si l'intérêt de l'amour-propre s'unit à celui des sens pour porter les hommes à la corruption et c'est le cas de tous les Gouvernements arbitraires, de tous les Gouvernements sous lesquels une lâche et criminelle complaisance, une obéissance servile et honteuse tiennent lieu de talents et de vertus.

Nous sommes ~~des~~ tous naturellement



avides d'honneurs, d'estime, de considération publique, naturellement avides d'un rang distingué dans les opinions d'autrui. Si donc les vertus éloignent de ces jouissances, tandis que les vices et les crimes y conduisent, je demande avec Juvenal, quels sont les hommes qui voudront être vertueux, ayant tant d'intérêt d'être vicieux: quis enim virtutem amplectitur ipsam, praemia o si tollas? Je sais que dans cet état de désordre, il est encore un frein, par lequel nous pouvons être contenus, et c'est le besoin que nous avons de l'estime de nous-mêmes. Mais qu'il est peu d'hommes que ce sentiment intime puisse porter à braver le mépris public et l'humiliation! il faut qu'ils portent sur la poitrine une triple cuirasse; ces triple s, triple s robur; Je veux dire, qu'ayant gravé profondément en eux les vraies idées de la vertu, ils soient tellement modifiés par la contemplation habituelle de ces idées, que rien ne puisse plus les en séparer, et que leur ame satisfaite d'elle-même, trouve dans le témoignage de la conscience les jouissances nécessaires à la félicité.

Ah, Combien de combats de nous-mêmes contre nous-mêmes n'avons nous pas à livrer avant de parvenir à ce degré de force et d'élévation! n'est-il pas plus facile et plus naturel de s'excuser soi-même à ses propres yeux? d'accommoder ses opinions particulières à l'opinion publique? de se laisser ainsi emporter par le torrent de l'exemple, plutôt que de travailler sans cesse à lui résister? aussi est-ce là ce qui arrive ordinairement dans les sociétés corrompues: magis suadent exempla.



quam verba ; chaque citoyen se fait un système particulier analogue au système général ; il se représente la société comme un état de guerre qui autorise tous les moyens de vaincre ses ennemis ; il se persuade que les vertus qui conviennent à l'état de paix, de justice et d'union, n'ont rien de commun avec cet état de guerre ; qu'ainsi leur application ne devant pas avoir lieu, elles ne sont point pour lui dans la pratique ce qu'elles sont dans la spéculation.

Je le répète encore ; pour des êtres destinés à ne chercher que leur intérêt personnel, l'attrait des vertus n'est autre chose, que l'utilité des vertus ; de même l'horreur des vices et des crimes n'est autre chose, que l'aversion des maux dont ils sont nécessairement suivis. Pour attacher à la vertu les membres d'un corps politique, il est donc d'une indispensable nécessité que ce corps soit organisé de manière à leur rendre utile la pratique de la vertu ; que son Gouvernement soit assez sage et combiné, pour que personne ne puisse devenir vicieux sans se rendre malheureux ; pour que personne encore ne puisse se rendre heureux qu'en devenant vertueux. Or il est évident qu'un Gouvernement ne peut parvenir à ce degré de perfection, qu'autant qu'il a pris toutes les mesures possibles, pour que l'intrigue et la faveur ne dispensent point du mérite et des vertus ; en un mot, pour que toutes les récompenses dues aux vertus leur soient toujours assurées ; qu'ainsi les intérêts des sens concourant avec ceux de l'amour-propre, à imprimer fortement aux hommes l'amour des vertus.



Je dirai d'abord avec Lougin, que l'esclavage est une prison étroite dans laquelle l'âme décroît et s'ennerve. Cette vérité se trouve justifiée par une suite d'exemples si constants, si uniformes, qu'elle ne peut être contrainte. L'âme d'un esclave, affaiblie sous le poids de ses chaînes, tombe dans une sorte de léthargie, perd la sensibilité, son ressort, les principales facultés qui la caractérisent: un tel homme n'est plus un homme; aussi l'esclavage est-il le néant des vertus, la source et l'assemblage de tous les vices; aussi est-ce dans le sentiment intime de leur liberté et de leur égalité, que les hommes puisent une grande idée d'eux-mêmes comme citoyens; aussi pour les rendre vertueux, la première condition essentielle est-elle de les rendre libres et égaux, de les faire jouir de la plus grande liberté, de la plus parfaite égalité qu'ils puissent raisonnablement désirer.

On jouit pleinement de cette liberté et de cette égalité, quand on ne dépend que des choses, et non des personnes. Dépendre des choses, c'est être dans l'obligation de se conformer aux lois invariables de la nature, dans l'obligation d'employer les causes pour obtenir les effets; certainement il n'est pas au pouvoir des hommes de s'en affranchir: s'ils veulent recueillir, il faut qu'ils sèment, et il en sera de même dans tous les rapports qu'ils ont avec l'ordre physique, comme êtres physiques. Leur dépendance des choses est donc une dépendance physique, une dépendance nécessaire, qui ne blesse en rien ni la liberté ni l'égalité qu'ils peuvent prétendre en société.

Il n'en est pas ainsi de la dépendance des



personnes; elle n'est qu'un désordre moral qui nous tient  
soumis sans nécessité, et contre notre propre intérêt,  
aux volontés arbitraires d'autrui. Il est évident qu'une  
telle dépendance est incompatible avec la liberté et  
l'égalité, incompatible même avec l'état de société; car  
elle n'est au fond qu'un état d'oppression; or on sent  
bien qu'il ne peut exister une véritable société entre  
des oppresseurs et des opprimés.

La dépendance des personnes se trouvera complètement  
bannie d'un Gouvernement, lorsque chaque citoyen sera  
dans le cas de voir qu'il ne dépend que de sa propre  
volonté. Cette proposition paroîtra peut-être un paradoxe  
mais la démonstration de sa justesse n'a besoin que  
d'un léger développement.

L'intérêt commun n'est que le résultat et  
l'accord de tous les intérêts particuliers raisonnables  
bien entendus. Soient de doute que celui qui les connoît,  
ne veuille ce qui leur convient; soient de doute que les  
lois par lesquelles il desire d'être gouverné, ne soient  
des lois conformes à ses véritables intérêts: si nous  
supposons donc des hommes éclairés, et un corps  
politique dont toutes les lois soient puisées, comme  
elles doivent l'être, dans l'intérêt commun, soient  
par conséquent conformes à chaque intérêt particulier  
raisonnable; il est clair que de telles lois sont conformes  
aussi à chaque volonté particulière; que chaque membre  
de ce corps est un législateur, qui n'obéit qu'à ses propres  
volontés, parcequ'il n'obéit qu'à ses propres lois. Dans  
cette supposition, les citoyens se verront donc aussi



(5) N.° Jamais une loi ne peut être indifférente; elle est libre qu'ils peuvent le prétendre, lorsque le Gouvernement nécessairement juste ou injuste, utile ou nuisible, parce qu'elle aura pour toutes les nations, et former tous les établissements est nécessairement conforme ou contraire à l'intérêt commun. Il n'y en a donc que de deux espèces, de bonnes et de mauvaises. Desquelles s'élève, du moins publiquement et impunément, veut-on parler, quand on recherche à qui la puissance législative appartient et doit être confiée? Je ne crains pas d'avancer que les politiques qui ont traité cette question, ne l'ont pas entendue; car elle n'est point une question; en voici la preuve.

Si par la puissance législative on entend la liberté de faire arbitrairement de mauvaises lois, certainement elle ne doit appartenir à personne; certainement encore elle ne peut être exercée par personne, si ce n'est dans l'état d'ignorance, état incompatible avec l'essence d'un véritable corps politique. Si au contraire le nom de puissance législative ne désigne que le droit et le pouvoir d'instituer de bonnes lois, alors il sera clair qu'une telle puissance ne peut être autre chose que le corps politique même; car les bonnes lois ne peuvent être que les expressions de ses volontés communes, puisque les lois ne se trouvent bonnes, qu'autant qu'elles sont dictées par son intérêt commun, et qu'un véritable corps politique suppose nécessairement des hommes qui connaissent parfaitement cet intérêt, qui veulent et par conséquent ce qui lui convient.

Dans la puissance législative, il faut distinguer le droit de dicter de bonnes lois, et le pouvoir de les faire observer. Les bonnes lois étant toutes faites d'avance, ayant Dieu même pour instituteur, le droit de les dicter ne peut appartenir qu'à celui qui les conçoit, ne peut appartenir qu'à la raison: quiconque participe à la raison, participe donc aussi à la puissance législative, puisqu'il veut alors ce que veut la raison. Quant au pouvoir de faire observer les lois, il est évident qu'il ne peut résider que dans la force publique, dans cette force commune que les membres d'un corps politique forment par la réunion de leurs forces particulières. Sous ce dernier point de vue, chacun de ces membres participe donc encore à la puissance législative, puisqu'il fait partie de la force publique dont les lois doivent être exécutées, pour jouir de l'autorité qui leur convient.

On demandera sans doute comment il est possible que les lois gouvernent toujours: elles n'ont, dira-t-on, ni bouche ni bras; elles ne peuvent parler et agir que par l'entremise de quelques hommes; et de là résultera que ceux qui prêteront ainsi leur ministère aux lois, gouverneront





toujours arbitrairement sous le nom des lois. Cette objection est facile à résoudre, on se garderoit même de la proposer, si l'on n'abusait du mot lois, pour confondre toutes sous la même dénomination.

Les membres d'un corps politique ont entre eux deux sortes de rapports; ils en ont comme hommes privés; ils en ont aussi comme hommes publics. Comme hommes privés, comme simples particuliers, ils ont des droits et des devoirs réciproques; à cet égard les lois ne sont autre chose qu'un tableau fidèle, qu'un signe sensible de ces devoirs et de ces droits. Elles constituent donc dans un Gouvernement ce qu'on appelle la justice distributive, et leur objet est d'assurer les prétentions légitimes de chaque citoyen, en établissant des peines et des réparations proportionnées aux délits de ceux qui les blessent.

De telles lois, pour se trouver parfaitement conformes à l'intérêt commun, ne doivent être que des développemens du droit de propriété, que des applications de cette loi commune et fondamentale, à différens cas particuliers et privés; alors la simplicité de ces lois, la clarté de leurs applications ne laissent rien d'arbitraire dans l'administration de la justice, ne permettent pas que les citoyens qui en sont chargés, puissent abuser de leurs fonctions, pour prononcer au nom des lois, d'autres jugemens que ceux qui sont d'avance dictés par les lois. Oui, chez une nation éclairée et constituant un véritable corps politique, un corps actif par lui-même, et non purement passif, toute contravention volontaire





(6) N.° Ce n'est pas à dire en cette partie, doit être regardée comme impraticable, que chaque fois qu'une place de Magistrature devient vacante, il faille que la nation par cette nation, sera nombreux; lorsque les membres de l'Assemblée pour y nommer ces corps se trouveront appelés à cet important ministère politique, il suffit d'établir par le vœu de la nation; qu'ils seront ainsi, dans leurs des règles qui assignent ces places fonctions, les vrais représentants de la nation; que par conséquent la nation publiquement fonctionnent les jugemens rendus par eux & soient réputés rendus par la nation. Je conviens cependant que les corps de Magistrature ne peuvent être ainsi composés, qu'autant que l'arbitraire est absolument exclu du choix qu'on doit

D'ailleurs quand je dis que les Magistrats sont, dans leurs fonctions, les vrais représentants de la nation, il faut entendre que les lois de la constitution sont en tout point conformes à son intérêt commun. (6) Comme organes des lois, ils se trouvent être aussi les organes de la nation dans tous les cas où les lois ont à parler; mais en cette qualité, ils ne peuvent étendre plus loin leur autorité.

Les lois de constitution sont celles qui déterminent tous les mouvements d'un corps politique. Occupées de rapporter que les membres de ce corps ont entre eux, comme hommes publics, comme assujettis à des devoirs & sans lesquels l'ordre public ne pourroit se maintenir, elles règlent tous ces devoirs, en fixent les bornes et l'étendue, prescrivent à tous égards la manière de les remplir. C'est de ces lois particulièrement qu'il s'agit, quand on dit que les lois doivent toujours gouverner. Eh, qui pourroit les en empêcher, quand elles forment une constitution régulière? fidèles expressions des volontés communes et invariables du corps politique, elles ne



44  
peuvent cesser d'avoir derrière elles la force commune, la force publique de ce Corps, elles se trouvent ainsi toujours armées d'un pouvoir suffisant, pour réprimer pour faire rentrer dans le devoir quiconque voudrait s'élever contre leur autorité.

Quand je dis que ces lois ont toujours derrière elles la force publique, lorsqu'elles forment une constitution régulière, il faut entendre par cette Constitution, celle qui assure au Corps politique le Caractère essentiel qu'il doit avoir, la faculté de s'assembler en Corps, de délibérer en Corps, d'agir en Corps. Ce n'est que par cette faculté qu'il existe réellement, qu'il est réellement un Corps actif et Capable de fonctions: tant qu'il en jouit la dispersion de ses membres n'est pour lui qu'un sommeil; sitôt qu'il l'a perdue, cette dispersion est l'état de mort. Non, sans une telle faculté, un peuple ne peut jamais se regarder comme un véritable Corps politique: S'il forme un Corps, c'est tout au plus un Corps passif; il n'est qu'une multitude plus ou moins nombreuse d'esclaves, sous la domination d'une puissance quelconque; qu'un troupeau d'animaux domestiques dont une volonté étrangère, une volonté qui n'est la point la leur, dispose toujours à son gré et sans les consulter. Chez un tel peuple, n'allez pas chercher des vertus; S'il en existe, elles se condamnent à l'obscurité, elles se tiennent cachées, parce qu'elles ne peuvent se montrer sans danger. Mais lorsque par sa constitution même, un Corps politique est compté pour tout, que son intérêt commun est tout, que sa volonté



7) N.° Quoique je donne ici la qualité de Souverain à un véritable corps politique, il n'en est pas moins nécessaire que la forme de son Gouvernement soit Monarchique, et que la Monarchie y soit héréditaire. C'est l'unique moyen de rendre ses intérêts personnels du Monarque inséparablement liés à l'intérêt commun; c'est l'unique moyen encore de prévenir les grands désordres qui naissent des prétentions arbitraires dans les Monarchies électives.

Un véritable corps politique est un composé d'hommes qui, convaincus qu'ils ont tous le même intérêt, se trouvent à avoir tous qu'une seule et même volonté, ne constituent ainsi qu'une seule et même force, par conséquent qu'une seule et même autorité. Cela posé, il est impossible que cette autorité ne soit absolue, ne soit souveraine, puisqu'elle n'est contrariée par aucune autre. En deux mots, il faut bien qu'un tel corps soit le souverain, puis que tous ses membres ne forment ensemble qu'un seul et même individu moral.

Un tel Souverain cependant ne peut agir toujours par lui-même; car pour qu'il puisse agir par lui-même, il faut que ses membres soient rassemblés, soient réunis en corps, ce qui ne peut avoir toujours lieu. Mais cela n'empêche pas que pendant leur dispersion, les lois qu'ils ont établies pour leur intérêt commun, et par leur volonté commune, ne doivent être fidèlement observées; et c'est pour assurer cette observation que le corps politique a besoin d'être représenté par des Magistrats occupés à rendre la justice aux particuliers; mais principalement par un dépositaire unique de son autorité souveraine, et qui, en cette qualité, soit chargé de veiller au maintien de l'ordre public, à la sûreté commune du corps; de faire enfin tous les actes de souveraineté que l'intérêt commun peut requérir. Outre les titres de Roi, de Monarque, de chef du corps politique, le dépositaire porte encore celui de Souverain, et c'est avec raison, puis que lui seul représente la nation en son entier, dans toute sa splendeur, dans toute la plénitude de sa souveraineté.

Il est vrai que dans l'exercice de cette souveraineté, un tel représentant est tenu de se conformer aux lois établies par le corps politique; mais aussi cette obligation, rendant utile à tous son auguste ministère, est-elle ce qui rend sacrée la personne de ce Ministre, qui en fait la sûreté et celle de son autorité. Un Roi ne pourroit desirer d'être affranchi d'une telle obligation, qui pour avoir la liberté de blesser arbitrairement l'intérêt commun; mais comment pourroit-il user d'une telle liberté, sans se déclarer ouvertement l'ennemi du corps politique? et comment alors pourroit-il être assuré de conserver son autorité? Je dis plus: Comment pourroit-il détruire le droit de propriété, la liberté, la sûreté, sans détruire le même tous les germes de la richesse nationale, de la population, de l'industrie, des vertus morales, de tout ce qui constitue la grandeur d'un Empire?



Je passerois les bornes que j'ai dû me prescrire dans  
 mémoire, si j'insistois plus longtemps sur ces objets.  
 qu'on se représente une société d'hommes éclairés sur  
 ce qui constitue leur véritable intérêt commun; qu'on  
 se représente encore toutes leurs lois de constitution  
 dictées par la connaissance qu'ils ont de cet intérêt; qu'on  
 se représente enfin ces mêmes hommes rassemblés pour  
 délibérer sur ce même intérêt; pour peu qu'on médite  
 ce tableau, on se convaincra sans peine que de telles  
 assemblées opposent une contreforce invincible à tous  
 les abus d'autorité; que tous les membres d'un tel corps  
 n'ayant qu'une seule et même volonté, il est impossible  
 que les lois qui en sont le résultat, cessent de gouverner.  
 Ce désordre ne pourroit être introduit que par l'ignorance.  
 il faudroit que les hommes cessassent d'avoir une idée  
 juste de leurs vrais intérêts; mais c'est précisément  
 ce qui ne peut arriver sous un gouvernement bien  
 constitué; car dès qu'il est bien constitué, il a certainement  
 pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir ce malheur  
 et dans ce cas, chaque citoyen, se voyant aussi libre qu'il  
 peut l'être, juge de son importance par le sentiment  
 intime et de sa liberté et de son égalité; il est homme  
 enfin, un être dont l'âme s'exalte chaque jour par  
 l'exemple des vertus, par l'attrait des vertus, par  
 l'intérêt qu'il a de pratiquer les vertus.

Si quelqu'un doute encore de ces vérités, qu'il  
 jette les yeux sur les peuples libres, et sur ceux mêmes dont  
 l'indépendance orageuse et mal affermie est moins  
 liberté que licence, moins un ordre qu'un désordre.



tels que ces grands arbres qui croissent parmi les ronces et sont destinés à les étouffer, chez ces peuples, de grandes vertus s'élèvent au milieu des vices, comme pour les condamner et servir de modèle. Elles savent bien cependant qu'elles auront à combattre des ennemis puissants; mais elles savent bien aussi qu'elles peuvent se permettre d'en triompher: soutenues par cette espérance, elles n'ont pas besoin de se dissimuler les dangers qu'elles courent; elles voient la gloire attachée à ces mêmes dangers, c'en est assez pour qu'elles ne craignent pas de les affronter.

Tout ce que je viens d'exiger d'un Gouvernement pourroit se résumer en peu de mots: jamais les hommes ne se formeront une haute idée de leur espèce, sous un Gouvernement qui l'abaisse, qui la dégrade; jamais ils n'apprendront à se respecter eux-mêmes comme hommes et comme citoyens, tandis que le Gouvernement se permettra de ne les respecter en eux aucune de ces deux qualités. Plus un homme est chargé de fers, plus aussi sa marche devient pénible et lente: quiconque veut courir et s'élever, commence par se dégager de tout ce qui pourroit gêner ses mouvements. Il en est de l'âme comme du corps: elle n'est capable d'élans, capable de grands efforts et d'élévation, qu'autant qu'elle est pleinement libre. La porte de la liberté produit sur elle l'effet d'une forte compression sur nos membres: l'engourdissement qu'elle éprouve, la privant de la sensibilité, la prive aussi de toute action. Pour lui conserver l'une et l'autre, il faut donc que le Gouvernement fasse jouir les Sujets



d'une pleine et entière liberté; qu'il soit institué de manière que les lois deviennent invariables dans leurs dispositions comme dans leur application; qu'ainsi chaque citoyen, ne dépendant que des lois, ait la satisfaction intérieure de sentir qu'il ne dépend que de lui-même, de voir que son sort est dans ses mains, autant que l'ordre physique le permet.

L'amour-propre se trouvant ainsi exalté par la constitution même du corps politique, examinons maintenant ce qui reste à faire au Gouvernement en faveur de l'instruction publique; Comment, sans offenser la liberté des membres de ce corps, il peut les contraindre à profiter de cette instruction.

Point de doute qu'il ne faille établir des écoles publiques et gratuites en nombre suffisant, pour que personne ne soit contraint par le manque de fortune, ou par l'éloignement à rester privé de l'instruction. toute terre qui ne reçoit jamais les influences du soleil, est une terre frappée de stérilité; elle ne porte du moins que de maigre fruit mal sain, et ses exhalaisons sont pernicieuses. Il en est ainsi de nos âmes: l'instruction est leur soleil; privées de sa chaleur, elles demeurent froides et languissantes, leurs productions n'ont rien que de dangereux. Il faut donc absolument que cette lumière salutaire pénètre dans tous les lieux, éclaire tous les esprits, échauffe et vivifie tous les cœurs.

Il est en général deux sortes d'écoles: les unes sont établies pour enrichir l'esprit, pour l'ouvrir et déployer le génie; les autres pour apprendre aux hommes ce qu'aucun d'eux ne



doit ignorer; parlons d'abord de celles-ci.

L'objet de leur établissement n'est point de faire des Géomètres, des Orateurs, des Savans, mais seulement des Citoyens. Il faut donc que les connoissances nécessaires à l'état de citoyen, soient enseignées dans ces écoles; et de là suit qu'on n'y doit donner d'autres leçons que celles qui sont prescrites par le Gouvernement. Cette dernière condition est bien essentielle: Les connoissances nécessaires à l'état de citoyen, sont précisément les règles de conduite auxquelles chaque citoyen est tenu de se conformer; certainement ces règles n'ont rien d'arbitraire; certainement elles sont des vérités immuables; toutes les personnes préposées pour les enseigner, doivent donc, sur cet article, avoir les mêmes principes et parler le même langage.

Pour faire regner cette uniformité dans les écoles, il faut commencer par faire rédiger et publier un recueil des grandes vérités qu'elles doivent constamment professer. On peut regarder ce recueil comme un catéchisme civil et politique, qui expose clairement et simplement les principes nationaux, les principes fondamentaux de l'ordre social et de la morale universelle. Ce catéchisme doit instruire ainsi les hommes de leurs devoirs essentiels et réciproques, des obligations mutuelles qu'ils doivent s'imposer eux-mêmes, et par intérêt pour eux-mêmes; leur apprendre ce qui doit être réputé vertueux ou vicieux, juste ou injuste, glorieux ou deshonorant; leur montrer en un mot la nécessité dont il est qu'ils attachent leur bonheur à la pratique des vertus.



Pour assurer les bons effets qu'on attend d'un tel établissement, il faut ouvrir aux hommes une seconde source d'instruction, en faisant construire des monuments publics propres à les faire ressouvenir des leçons qu'ils ont reçues dans les écoles. Les grands chemins, les places publiques, les villages, les entrées des villes, les temples, les autres édifices semblables, tout doit être couvert de ces monuments; tout doit rappeler aux citoyens qu'ils sont nés pour être libres, et qu'en effet ils se trouvent libres sous la loi de propriété; mais que la conservation de leur liberté particulière est inséparablement attachée à la conservation de la liberté commune du corps politique; et qu'ils ne peuvent maintenir cette liberté commune, qu'en maintenant dans toute sa pureté la constitution de ce corps, dans toute la plénitude l'autorité de ses lois, dans toute son intégrité l'ordre public établi par elles pour l'intérêt commun.

Quelque utilité cependant qu'on se promette de ces institutions, on doit en attendre une plus grande encore de l'instruction domestique, de celle que donnant journellement aux enfants les exemples et les discours de leurs parents. On peut même la regarder comme la baze, comme le germe de toute autre instruction. Les premières impressions que nous recevons dans notre enfance, se gravent en nous si profondément, qu'il est bien rare de les voir s'effacer; nous devons dire au contraire, avec l'auteur d'Émile, qu'elles décident presque toujours de notre caractère moral pour le reste de notre vie. Mais comment déterminer les parents à donner aux enfants cette première instruction? Comment les déterminer encore à faire en sorte que leurs enfants profitent



de l'instruction publique ? Si le Gouvernement ne veut tomber dans une contradiction absurde, il doit, en cette partie, écarter avec soin tout ce qui prêteroit le caractère de la violence et de la contrainte : quand on veut apprendre aux hommes qu'ils sont libres, ce n'est point par des actes d'autorité, par des actes destructifs de leur liberté, qu'on peut parvenir à les persuader. Le Gouvernement ne doit donc se proposer à cet égard, que de faire naître dans les pères, comme dans leurs enfans, un intérêt puissant, et de s'en reposer ensuite. Sur cet intérêt.

Cet expédient ne peut manquer de réussir complètement, lorsque, ne confondant point en nous la qualité d'homme avec celle de citoyen, on ne confondra point non plus les différentes prérogatives qui doivent être attachées à ces deux qualités. Partout un homme est un homme ; partout il a droit à la justice et à la bienfaisance des autres hommes : Mais c'est là que doivent se borner ses droits, il ne peut les étendre à ceux dont un citoyen doit jouir comme citoyen, car cet homme n'est pas partout citoyen.

La Société générale des hommes se trouvant distribuée en divers corps politiques, chacun de ces corps attache à ses membres des prérogatives particulières, auxquelles les membres des autres corps ne peuvent ni ne doivent participer, et l'on ne peut obtenir ces prérogatives, qu'en obtenant la qualité de citoyen. Mais pour être en possession de cette qualité, suffit-il donc d'être né de pères qui l'aient portée ? à cette question la réponse est bien simple : pour être architecte ou médecin, suffit-il qu'un architecte ou un médecin



nous ait donné le jour? Chaque profession a des règles qui lui sont propres, exige des connoissances particulières, sans lesquelles il est impossible de l'exercer: De bonne-foi peut-on s'imaginer que la profession de citoyen ne soit point dans le même cas? Est-ce qu'il n'en résulte pas des devoirs essentiels? Est-ce que pour les bien remplir il ne faut pas les bien connoître? Est-ce que faute de cette connoissance, la Société n'est pas exposée à tous les égaremens de l'ignorance, à tous les inconvéniens de l'arbitraire, à tous les maux qu'elle s'est proposés d'éviter?

Le bon ordre veut donc que personne ne soit inscrit dans la classe des citoyens, ne soit admis à jouir des droits attachés à cette qualité, qu'après avoir été publiquement reconnu, publiquement jugé, suffisamment instruit de devoirs qui en sont inséparables; qu'après encore, à l'exemple des Athéniens, avoir prêté serment de remplir fidèlement et constamment ces mêmes devoirs; car enfin le Contrat social est un véritable contrat, un engagement réel et personnel, qui ne doit être réputé consommé, que par le consentement exprès des parties contractantes.

Lorsqu'un corps politique est bien constitué, les droits de chaque citoyen sont de pouvoir acquiescer et posséder des biens-fonds dans le territoire de sa Société; de pouvoir remplir des offices publics, exercer des fonctions publiques, assister aux délibérations publiques; d'être en un mot compté parmi les membres du Souverain. À ces prérogatives importantes ajoutons celles de prendre part aux exercices gymnastiques, d'avoir entrée dans les assemblées qui se font à ces sujets;



de jouir enfin de cette parfaite égalité qui élève l'âme et la satisfait.

Plus on donnera d'éclat et d'attrait à la qualité de citoyen, plus aussi sera grand, sera pressant, l'intérêt qu'on aura de l'acquiescer et de la conserver. Il faut donc ennoblir cette qualité, de manière qu'avec elle on soit tout, et que sans elle on ne soit rien. Il faut donc encore que ceux qui l'auront obtenue, portent un habillement propre à les caractériser, à les distinguer sensiblement des autres hommes: alors le jour où l'on pourra prendre cet habillement pour la première fois, sera pour la famille du nouveau citoyen, un jour de fête, comme étoit chez les Romains, le jour où l'on recevoit la robe virile dans le temple de Jupiter Capitolin.

J'épargne beaucoup de détails relatifs à cette police, parcequ'il est facile de ~~se~~ les imaginer. Je me borne à dire seulement qu'en supposant les exercices gymnastiques bien entendus, bien ordonnés, bien dirigés, leur institution est un excellent moyen, non-seulement de perfectionner les talents et les qualités physiques dont la Société politique a besoin, mais de porter en outre l'âme propre à son plus haut degré d'exaltation. Pour le tenir cependant toujours en action, pour l'intéresser à tous les actes de la vie publique et privée, il convient d'introduire encore dans toutes les conditions, des distinctions civiles, des titres d'honneur qui puissent être les récompenses des vertus domestiques et le fruit d'une réputation



Soutenue. Il convient aussi d'établir, comme à Rome, des censeurs publics, une magistrature chargée de veiller sur les mœurs. Il convient enfin d'attribuer ce tribunal d'une autorité suffisante pour servir de frein à la licence et devenir le fléau des vices; de lui donner par conséquent le pouvoir de punir les vicieux, par la privation d'une partie de leurs privilèges, de la qualité même de citoyen, lorsque leurs dérangements seront d'une espèce à ne pouvoir s'allier avec cette qualité.

Il est encore une autre source d'instruction, et que le Gouvernement doit bien se garder de fermer. Cette source est la liberté de la presse, liberté toujours redoutable à l'erreur, toujours favorable à la vérité. En effet il n'appartient qu'à la vérité d'être susceptible d'évidence; et il n'appartient qu'à l'évidence d'écarter pour toujours les fausses opinions: Or l'évidence étant le résultat nécessaire d'un examen suffisant, ne pouvant s'établir dans nos esprits, qu'après que toutes les raisons de doute sont épuisées, il est clair qu'elle a besoin de la contradiction et de la discussion.

Il paroît à propos néanmoins d'assujettir chaque auteur à mettre son nom au bas de l'ouvrage qu'il fait imprimer. quiconque donne un livre au public, se propose sans doute de dire ce qu'il pense, et croit avoir de bonnes raisons pour le penser: Cela peut-il pourquoi se cacher? pourquoi ne pas professer hautement ce qu'on tient pour raisonnable et vrai? Sous un Gouvernement tyrannique, la prudence exige



que les défenseurs de la raison et de la vérité gardent  
l'aveu ; ils auroient tout à perdre en le faisant :  
convoitise : Mais sous un Gouvernement bien constitué,  
Mais parmi des hommes véritablement libres, cette  
conduite cessant d'être nécessaire, ne pourroit plus passer  
que pour une faiblesse, une lâcheté. Les hommes ne doivent  
rien se permettre qu'ils ne puissent avouer publiquement,  
et tout doit concourir à leur imprimer cette importante  
vérité.

Si l'existoit un moyen de pouvoir, sans être  
aperçu, parler tantôt dans les cercles, tantôt dans les  
places publiques, et tantôt à l'oreille de chaque citoyen,  
certainement il conviendrait d'en proscrire l'usage, comme  
sujet aux plus grands inconvénients. L'impression d'un  
ouvrage cependant produit exactement un tel effet :  
Si son auteur n'est publiquement connu, il peut  
impudemment en imposer, impunément diffamer qui  
bon lui semble, impunément troubler les esprits, les  
familles, jeter le désordre dans toute la société.

Cette police ne doit point être regardée comme une  
atteinte à la liberté : celle-ci dégénéreroit en licence, en abus  
monstrueux, si elle s'étendoit jusqu'à permettre de faire le  
mal avec séduction. Est-ce que pour être libre, il faut pouvoir  
couvrir de jour et de nuit, masqué de manière à n'être pas  
connu, et sous ce déguisement commettre toutes sortes  
d'excès ? Il est vrai que la liberté consiste dans la faculté  
d'exécuter ses volontés ; mais c'est à la charge aussi d'en  
être puni, quand elles sont dépravées ; et cette condition  
sera toujours nécessaire pour faire la sûreté de la liberté.



56  
même, en empêchant les hommes d'en abuser.

Lorsque par ses écrits on se rend utile ou agréable, il est juste que l'estime publique soit acquise à l'auteur, c'est un tribut qu'il a mérité. Mais lorsqu'on s'en sert pour nuire, au lieu de publier des vérités, il est juste aussi de le pousser dans le ridicule dont on se couvre, et dans le mépris général de tous les hommes éclairés. Je sais bien qu'en écrivant on peut se tromper de bonne foi, mais je sais bien aussi qu'on n'est point obligé de se faire imprimer. tout ce qui peut résulter de cette police, c'est donc que la crainte de la censure publique rende les écrivains plus honnêtes et plus circonspects; la Société ne peut qu'y gagner.

Je n'ai plus qu'un mot à dire de nos écoles de la première espèce, les Universités, les académies, les collèges, les autres établissements destinés à la culture des belles-lettres, des sciences et des arts. Leur utilité est suffisamment reconnue: tout le monde convient que ce soit à étendre nos connoissances, perfectionner en nous la raison; que ce qui augmente la somme de nos lumières, augmente aussi la puissance d'un corps politique, l'agrément et l'utilité de la société.

Pour retirer cependant de ces établissements tout l'avantage qu'on peut s'en promettre, plusieurs conditions doivent se réunir. La première est d'y faire regner un ordre qui puisse assurer au mérite les préférences et les places auxquelles lui seul est en droit de prétendre. La seconde est de faire jouir d'une fortune honnête, et plus encore de la considération publique, ceux qui



remplissent ces places; Car il faut toujours accorder les  
intérêts de l'univers propre avec ceux des gens. La  
troisième est de nous avoir fourni les élèves une grande et  
vive émulation, en instituant des exercices publics, et des  
prix dont la distribution se fasse avec beaucoup de  
solennité: magni fuerit animi magnis honoribus.  
La quatrième est d'assigner des fonds pour venir au  
secours de ceux dont les talens naissans restoient  
enfouis dans l'indigence; une terre que nous foulons  
aux pieds, cache souvent une mine d'or; il faut  
savoir découvrir cette mine; j'avois tiré des hommes  
tout ce qu'ils peuvent valoir.

Il est encore une cinquième condition, et qui mûrit,  
plus que toutes les autres, l'attention du Gouvernement.  
C'est d'entretenir dans chacune de ces écoles des personnes  
spécialement chargées de pénétrer dans toute la  
profondeur des premiers principes de la morale et de  
l'ordre social; de les présenter dans tous les développemens  
qui leur conviennent; de les justifier par des exemples  
multipliés, par les différentes applications dont ils  
sont susceptibles; de faire connoître à la nation les  
rapports, les liaisons de ces principes avec la constitution  
politique et le bonheur dont elle jouit; d'attacher ainsi  
les citoyens à cette constitution, en leur montrant la  
sagesse de leur Gouvernement, en leur imprimant  
une grande vénération pour leurs lois, un grand respect  
pour l'ordre public, un grand amour pour le Roi, cette  
divinité tutélaire chargée de veiller à la conservation d'un  
ensemble si précieux. Voilà comment l'instruction



publique, faisant de nous des hommes, fait aussi d'un  
 peuple un véritable corps politique; comment en nous  
 éclairant sur notre véritable intérêt commun, elle  
 devient l'âme et la vie de ce corps, lui donne de la  
 force et de la consistance, resserre les liens par lesquels  
 tous ses membres doivent être unis entre eux, bannit  
 enfin le sceptre de fer pour lui substituer le sceptre d'or  
 toutes puissances établies sur une autre base, & tout  
 autant d'édifices élevés sur un sable mouvant. Cessons  
 d'attribuer leurs résolutions et leur chute à  
 l'inconstance naturelle des choses humaines; cette incons-  
 tance ne fut jamais qu'une suite nécessaire de  
 nos erreurs: ces puissances n'étoient point de vrais  
 corps politiques; elles ont péri parcequ'elles desoient péri-  
 r, parcequ'elles renfermoient dans leur constitution vicieuse  
 le principe de leur destruction. tout ce qui aura la  
 vérité pour fondement, sera nécessairement inébranlable  
 comme elle, n'aura point à craindre de pareilles  
 révolutions.

Il y a longtems qu'on répète aux Princes que  
 c'est la naissance qui les fait Rois, mais que c'est la  
 vertu qui les fait grands. Cette vérité eût sans doute  
 produit plus d'effet, si en même tems on leur eût  
 dévoilé les vraies notions de la vertu; si ne gardant  
 aucun ménagement pour les préjugés, on leur eût fait  
 appercevoir dans l'ordre physique même, la raison  
 primitive de l'ordre moral, de cet ordre invariable auquel  
 les Rois et leurs Sujets sont également tenus de se  
 conformer pour être vertueux et heureux. Quelque sage



19  
que soit personnellement un Monarque, dans la  
manière de gouverner, il ne fait assez ni pour sa  
gloire, ni pour le bonheur de ses peuples, s'il n'a sûre  
la prospérité future de son empire, en perfectionnant  
le Gouvernement. Quelques talens qu'il montre  
encore pour la guerre, il se verra toujours confondu  
dans la foule de ceux qui les auront montrés avant lui,  
ou qui les montreront après; et il n'en sera pas moins  
obligé de partager ses lauriers avec les guerriers qui  
lui auront aidé à les moissonner. Mais quelle différence  
pour le Souverain qui le premier adoptera dans tous  
les rapports l'ordre de la nature et de la raison; qui  
le premier l'établira dans les états: Ce héros jouira  
sans partage d'une gloire unique, d'une gloire  
d'autant plus éclatante qu'il n'en sera redevable  
qu'à lui-même, et que remplissant les vœux de l'être  
Suprême, il sera regardé, et à juste titre, comme une  
copie fidèle de son modèle, comme une image vivante  
de la Divinité.





Handwritten text in a cursive script, likely a letter or a page from a manuscript. The text is written in a dark ink and is arranged in several lines across the page. The handwriting is somewhat faded and the ink is slightly blurred, suggesting it is an older document. The text is written in a cursive script, likely a letter or a page from a manuscript. The text is written in a dark ink and is arranged in several lines across the page. The handwriting is somewhat faded and the ink is slightly blurred, suggesting it is an older document.





